

Le quotient émotionnel: un atout de leader?

SOFT SKILLS. La soirée annuelle du CWF (Career Women's Forum) cherchera à démontrer ce soir l'importance du développement de l'intelligence émotionnelle pour le leadership.

ELSA FLORET

La dixième édition de la conférence annuelle Wave du Career Women's Forum (CWF) se tiendra ce soir au Graduate Institute où 300 participants sont attendus. Face à l'essor de la technologie, le CWF juge essentiel de comprendre l'importance du développement de l'intelligence émotionnelle pour le leadership d'aujourd'hui.

«DANS UN CONTEXTE PROFESSIONNEL, 90% DES PERSONNES LES PLUS PERFORMANTES POSSÈDENT ÉGALEMENT UNE INTELLIGENCE ÉMOTIONNELLE ÉLEVÉE.»

«L'intelligence émotionnelle est une qualité, qui aide fortement à la réussite d'une carrière. Elle a un rôle important dans notre capacité à faire des liens, à reconnaître, comprendre et gérer nos émotions et celles des autres», explique Annabella Cardone, présidente du CWF, également Investment Manager and Resiliency Services CFO for Europe chez IBM Genève.

équipe à travailler de manière harmonieuse et engagée. Lors de cette conférence organisée sous la houlette d'Elsa Ferreira, outre les témoignages d'experts, le CWF apportera des outils à ses membres, sous forme d'ateliers, organisés par Marina Riedi, Coach on Emotional Intelligence. Parmi les panélistes, il y aura Christian Buschbeck, co-fondateur d'Ikaara, Dr Julie Péron, neuropsychologue et chargée de cours à l'UNIGE, Dr Karin Diserens, médecin adjointe au sein du Service de neurologie au CHUV et Christophe Barman, co-fondateur de Loyco. Les thèmes des éditions précédentes de la conférence Wave du CWF s'inspirent aussi de l'actualité, comme la réorientation de carrière, le leadership authentique, le développement durable ou encore l'empowerment. Interview d'Annabella Cardone, présidente du CWF et qui passera le flambeau de la présidence à Anne Dafflon Nouvelle en avril.

Peut-on améliorer notre quotient d'intelligence émotionnelle?
Absolument. Tout le monde naît avec un certain niveau d'intelligence émotionnelle et il est possible de l'améliorer avec la pratique. Grâce à nos intervenants,



ANNABELLA CARDONE. «Nous comptons maintenant 21 entreprises sponsors avec 5 nouvelles adhésions en 2018.»

vous pourrez apprendre ce qu'est vraiment l'intelligence émotionnelle, comment développer sa propre intelligence émotionnelle et comment l'intelligence émotionnelle peut aider à devenir un meilleur leader.

Dispose-t-on de statistiques quant aux effets bénéfiques de l'intelligence émotionnelle sur le leadership?
Selon les recherches menées par Dr Travis Bradberry aux États-Unis, dans un contexte professionnel, 90% des personnes les

plus performantes possèdent également une intelligence émotionnelle élevée. A l'opposé, seuls 20 % des personnes les moins performantes sont dotées d'une haute intelligence émotionnelle. C'est possible d'être performant sans intelligence émotionnelle, mais c'est plutôt rare.

Quid de son impact sur le niveau salarial?
Il y a une corrélation positive entre l'intelligence émotionnelle et les gains professionnels. Selon les

recherches citées plus haut, on parle d'un impact annuel de plusieurs dizaines de milliers de dollars et c'est valable pour toutes les industries, à tous les niveaux et dans toutes les régions du monde.

Observe-t-on des différences d'intelligence émotionnelle entre les femmes et les hommes?
Les quelques recherches effectuées sur ce thème aboutissent à des résultats contradictoires, parfois on met en avant des scores supérieurs d'intelligence émotionnelle chez les femmes que chez les hommes, et dans d'autres cas, aucune différence significative n'est avérée. Il faut plutôt garder en tête que tout individu, femme ou homme, peut développer sa propre intelligence émotionnelle.

Quel est le bilan de votre année à la présidence du CWF?
Près de 35 événements (déjeuners-conférences, ateliers thématiques et autres visites) ont été organisés en 2018, avec une participation en nette augmentation grâce notamment à notre nouvelle stratégie de communication et une présence accrue sur les réseaux sociaux. En 2016, j'avais initié le programme Women on Board, qui s'adresse à toutes les personnes intéressées à

intégrer un conseil d'administration. En juin 2018, j'ai été très fière de mettre sur pied une table ronde sur les quotas dans les conseils d'administration, thématique de grande actualité en Suisse. Deux soirées festives de grande ampleur ont aussi été organisées, un dîner dans la superbe maison du Cercle de la Terrasse et un concert suivi d'un cocktail dînatoire au Château de Penthes.

«LA CORRÉLATION POSITIVE ENTRE L'INTELLIGENCE ÉMOTIONNELLE ET LES GAINS PEUT AVOIR UN IMPACT ANNUEL DE PLUSIEURS DIZAINES DE MILLIERS DE DOLLARS.»

Nous comptons maintenant 21 entreprises sponsors avec 5 nouvelles adhésions en 2018. Il apparaît réellement que la diversité des activités proposées associée à notre professionnalisme dans la gestion des événements est un des facteurs contribuant à notre développement. Et le haut niveau d'intelligence émotionnelle des membres du comité y est aussi pour quelque chose! ■

Contrat à Paris pour Implenia

GÉNIE CIVIL. L'entreprise a remporté avec ses partenaires du groupement Avenir un troisième lot dans le cadre du Grand Paris Express.

Cette commande pour des travaux de génie civil, qui débuteront en mai, représente un montant de 500 millions de francs. La Société du Grand Paris (SGP) a attribué le lot 1 de la nouvelle ligne 17 Nord du Grand Paris Express au groupement des entreprises Implenia (gérant et mandat technique), Demathieu Bard Construction (mandataire), Royal BAM Group et Pizzarotti, chacune des entreprises détenant une participation de 25%. Le lot 1 comprend un tunnel long de 6 kilomètres, deux nouvelles gares souterraines (Le Bourget Aéroport et Triangle de Gonesse), six ouvrages annexes (principalement des puits de ventilation et des puits d'accès de sécurité), le puits d'attaque intermédiaire du tunnelier à Bonneuil-en-France ainsi qu'une tranchée d'accès de 750 mètres à Gonesse. La nouvelle ligne sera raccordée au réseau métropolitain existant et en partie à construire. Le tunnel, qui sera percé par tunnelier, présentera un diamètre d'environ 8,7 mètres. La mise en service de ce tronçon est prévue en 2024 pour la gare du Bourget Aéroport et à l'horizon 2027 pour la gare Triangle de Gonesse, selon la Société du Grand Paris, entreprise créée par l'État chargée de construire le futur métro automatique autour de la capitale. —(awp)

Désormais la CCIG vous invite à réseauter aussi à l'heure de l'apéritif

GENÈVE. La première édition du «17h30 de la Chambre» se tient ce soir. Ce rendez-vous récurrent s'ajoute aux réunions de networking matinales.

SOPHIE MARENNE

Que les entrepreneurs genevois peu matinaux se réjouissent! Ils peuvent inscrire un nouveau rendez-vous de réseautage dans leur agenda: les «17h30 de la Chambre» dont la première édition se déroule ce soir. Alors que jusqu'ici la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG) organisait uniquement des événements de networking à 7h30 —nommés justement les «7h30 de la Chambre» — l'organisme a décidé d'élargir son panel de rencontres. «Nos manifestations de réseautage existent depuis une quinzaine d'années. Ici, le format reste le même. Ce n'est que la tranche horaire qui change», précise Alexandra Rys, directrice de la communication de l'institution. «Le succès des «7h30 de la Chambre» nous a poussé à élargir notre gamme sur un autre créneau. Ainsi, ceux qui ne pouvaient peut-être pas venir de bon matin ont tout de même la possibilité de participer à nos rendez-vous. Nous pensons en particulier à ceux qui vivent loin du centre-ville et pour lesquels le début de soirée est plus adapté», ajoute sa collègue Nathalie Bok, cheffe de projet événement.



La nouvelle formule ravira les entrepreneurs moins matinaux ou habitant plus loin du centre-ville.

même: huit entreprises se présentent, en trois minutes chacune avec, si elles le souhaitent, un powerpoint de trois slides. «Cette durée limitée oblige les intervenants à être concis et à véritablement mettre l'accent sur leur valeur ajoutée», explique Alexandra Rys. «Ce que les participants apprécient, c'est de pouvoir échanger en direct. A l'heure du réseautage sur les réseaux sociaux, nos taux de fréquentation montrent que rien ne remplace la discussion face-à-face.» D'une durée de deux heures, ces rendez-vous sont ouverts à tous — au prix de 35 francs pour les

membres, et de 70 francs pour les non-membres. A noter que seules les sociétés membres peuvent être oratrices. «De la plus grande compagnie, à la plus petite boîte, et ce, peu importe le domaine. La diversité des secteurs représentés rend souvent ces rassemblements assez riches. Un avocat, un fleuriste, un conseiller en communication peuvent se succéder», dit Nathalie Bok. Dix événements «17h30 de la Chambre» se sont ajoutés au calendrier annuel de la CCIG, portant le nombre total de rassemblements à une vingtaine sur l'année. Ces réunions ont lieu au

siège de la CCIG. Les prochaines éditions sont planifiées à 7h30, 14 février et à 17h30, le 26 février.

Du vigneron au consultant
L'un des entrepreneurs à s'exprimer devant l'audience sera Jérémie Burgdorfer, gérant du Domaine du Paradis. Situé à Satigny, ce vignoble a été fondé en 1983 par ses parents, Roger et Rosette. Il emploie une douzaine de collaborateurs, s'étend sur 35 hectares et produit 25 vins différents. «Nous vinifions et vendons nous-mêmes notre production, qui équivaut à environ 300.000 bouteilles par année. Les rendez-vous de la CCIG nous permettent de nouer des nouveaux contacts, d'en entretenir certains, et d'ainsi faire connaître ce que nous pouvons faire», décrit-il. Ce n'est pas la première fois que ce passionné de la vigne se rend à une manifestation de networking de la CCIG dont il apprécie l'efficacité du format. Pour Wealthings, ce rassemblement est l'occasion de se faire connaître. «C'est une vitrine publicitaire», commente Patrick Thiébaud, le patron de cette société située aux Eaux-Vives, active en gestion de PME en temps réel. «Si un membre de l'audience a un coup de cœur sur notre présentation, cela pourra peut-être déboucher sur quelque chose de

plus concret, comme un partenariat ou un contrat. Mais notre démarche relève ici surtout du marketing, afin d'augmenter notre visibilité.» Présente à Genève, Fribourg, Lutry et Hong Kong, la firme fondée en 2011 dénombre une trentaine de collaborateurs. Elle propose des conseils et outils de gestion en ressources humaines, comptabilité et fiscalité. «C'est un événement qui nous permet de faire du buzz, pas forcément de signer des contrats», indique Michael Salama, fondateur et CEO de Costbrokers. Cette entreprise est spécialisée dans l'optimisation des coûts de ses clients. Elle se penche sur la structuration des achats, les processus et les outils des sociétés qu'elle sert: ces services résultent sur 14% d'économies réalisées en moyenne. C'est la deuxième fois que la jeune firme, fondée il y a moins de trois ans, participe à un tel événement. «Il est intéressant d'y nouer des contacts avec sociétés appartenant au circuit économique de Genève. Ces rendez-vous induisent un effet de club: une confiance s'installe entre les participants.» Les autres sociétés présentes seront la Clinique de la Plaine, l'entreprise de formation Active Languages, la plateforme juridique Lawrence Legal et l'association Rêves Suisse. ■

Les rachats d'actions sont très prisés, mais pas toujours sensés

Si ces programmes attestent d'une bonne situation économique, ils peuvent être les prémices d'une contraction des marchés.

Les rachats d'actions ont le vent en poupe: les grandes entreprises cherchent à plaire à leurs actionnaires en rachetant leurs propres titres à coup de milliards, ce qui a pour effet de doper le bénéfice par action. Mais ce genre de programmes comporte aussi des risques et peuvent être les prémices d'une contraction des marchés financiers.

L'année dernière, les valeurs bancaires sont celles qui ont vu leur cours fléchir de manière plus marquée. Les deux grandes banques ont annoncé des programmes de rachat. Celui de Credit Suisse, débuté à mi-janvier vise à racheter jusqu'à 1,5 milliard de francs d'ici la fin de l'exercice, et jusqu'à 3 milliards à l'horizon 2020. UBS projette pour sa part de racheter jusqu'à 1 milliard de francs de ses propres actions.

Les rachats ont pour objectif de redorer le blason des actions bancaires auprès des investisseurs, dans la mesure où les titres rachetés sont supprimés une fois le programme achevé, et le capital-actions réduit d'autant. Les futurs bénéfices doivent ainsi être distribués à moins de propriétaires.

Pas une solution

Or, ces programmes «ne résolvent pas les problèmes des banques, car ils n'ont rien à voir avec les activités opérationnelles», assure le professeur Martin Wallmeier, qui enseigne la finance à l'Université de Fribourg. Et de rappeler qu'avant la crise financière, les grandes banques avaient procédé à des rachats d'actions d'envie, se privant d'un capital qui leur a ensuite cruellement fait défaut. Reste que ce genre d'opération est de plus en plus prisé. La



MARTIN WALLMEIER. Pour le professeur, les programmes de rachat d'actions font sens en cas d'excédent de liquidités.

banque Vontobel a recensé l'année dernière pas moins de 24 établissements cotés à la Bourse SIX ayant racheté leur propre titre afin de réduire leur capital, alors qu'entre 2010 et 2017, ce nombre a oscillé entre 8 et 16. Aux États-Unis également, les programmes de rachat ont atteint des sommets, selon Panagiotis Spiliopoulos.

Maintenant que le bilan des banques a été assaini, les actionnaires font pression pour que les liquidités excédentaires soient redistribuées, explique l'analyste de Vontobel. Le professeur Wallmeier souligne que l'envie de ces programmes atteste de la bonne situation économique, même si souvent ceux-ci ont également pour objectif de soutenir le cours de l'action ou d'accroître l'endettement en profitant de conditions de financement favorables.

M. Spiliopoulos voit dans les nombreux programmes de rachat des

similitudes avec la crise financière, qui avait été précédée par un fort engouement pour ce type de mécanisme. «Je ne dis pas qu'on va bientôt assister à un krach, mais les rachats d'actions sont le signe de marchés très matures», estime l'expert de Vontobel.

Destruction de valeur

Actuellement, les 30 plus grandes sociétés cotées en Suisse mènent des programmes de rachat d'actions à hauteur de presque 40 milliards de francs, essentiellement à des fins de réduction de capital.

Certaines entreprises toutefois, plutôt que de supprimer les titres rachetés, les utilisent pour des programmes de participation de leurs collaborateurs ou comme monnaie d'échange pour financer de futures acquisitions. C'est notamment le cas pour des valeurs technologiques comme AMS, Logitech ou encore Teme-

nos. Le programme le plus ambitieux est celui initié par Nestlé il y a deux ans, et qui vise le rachat d'actions à concurrence de 20 milliards de francs d'ici 2020. Comme il avait été annoncé peu de temps après l'entrée au capital du fonds spéculatif américain Third Point, certains ont vu une manière de couper l'herbe sous le pied d'un actionnaire activiste, une interprétation écartée par la direction de la multinationale suisse.

L'analyste et le professeur invitent à garder la tête froide et à maintenir un esprit critique, notamment en cas de forte augmentation de l'endettement.

«Souvent, les rachats d'actions se déroulent lorsque le marché a atteint un plus haut», signale Panagiotis Spiliopoulos. Et comme les entreprises rachètent alors au prix fort, elles détruisent de la valeur, tout en se privant de liquidités susceptibles de faire défaut dans l'éventualité d'une crise.

Elagage d'excédents

Selon le professeur Wallmeier, les programmes de rachat d'actions font sens en cas d'excédent de liquidités: l'entreprise redistribue à ses actionnaires l'argent dont elle n'a pas besoin pour ses investissements.

Des entreprises comme Novartis ou ABB ont d'ores et déjà annoncé vouloir allouer le produit de cessions à des rachats d'actions. Mais en dehors des programmes projetés ou en cours, on devrait assister en 2019 à une accalmie si le contexte de marché se durcit. L'expert de Vontobel ne s'attend ainsi pas à beaucoup de nouveaux programmes de rachat. — (awp)

Une nouvelle norme va brouiller les cartes

RÉSULTATS. La mise en place de l'«IFRS 15» induit une modification du calcul du chiffre d'affaires.

Il va être plus compliqué cette année d'interpréter les résultats annuels des entreprises cotées en Bourse, l'exercice 2018 ayant vu la mise en place d'une nouvelle norme comptable, l'«IFRS 15» qui induit une modification du calcul du chiffre d'affaires.

En quoi consiste IFRS 15?

IFRS 15 - pour International Financial Reporting Standards 15 - est une norme comptable en vigueur depuis le 1er janvier 2018 pour les sociétés cotées appliquant les normes IFRS, un système comptable harmonisé bien implanté en Europe. Celui-ci facilite depuis sa mise en place en 2005 la compréhension et la comparaison des résultats et états comptables de sociétés de pays différents.

Cette norme précise le moment de la comptabilisation des produits afin de décrire plus fidèlement le transfert de biens ou de services à un client, avec un montant qui reflète le paiement que l'entité s'attend à recevoir en contrepartie.

Quels sont les secteurs concernés?

«Les secteurs qui connaissent l'impact le plus fort sont la promotion immobilière et les télécommunications, ainsi que la sous-traitance, dans l'aéronautique ou l'automobile par exemple», explique Loriane Rapinat, directrice associée du cabinet d'audit et de conseil BM&A. Un opérateur téléphonique qui vend un téléphone à un prix inférieur à sa valeur réelle quand il est associé à un forfait devra ainsi comptabiliser, dès la vente de l'appareil, un produit tenant compte de la valeur réelle de ce dernier, et non son prix de vente «bradé». Il en va de même pour la valorisation d'un terrain par un promoteur immobilier qui vend des appartements sur plans: il devra répartir le coût du terrain dans ses charges au fil de la vente des appartements, et non d'un seul coup.

Quelle incidence sur le chiffre d'affaires?

Dans les deux exemples précédents, le chiffre d'affaires est identique, il est juste étalé dans le temps. «C'est le rythme de reconnaissance des revenus qui change, notamment pour une prestation remplie progressivement», complète Loriane Rapinat. Mais une société comme l'équipementier automobile Faurecia calcule son chiffre d'affaires sur

la base des ventes «à valeur ajoutée» et non plus des ventes totales, retranchant la part des monolithes, des métaux précieux utilisés dans la dépollution des moteurs, vendus à prix coûtant. Le chiffre d'affaires recalculé pour 2016 et 2017 est amputé de plus de 3 milliards d'euros, soit environ 20%, alors que la marge opérationnelle progresse.

Comment comparer avec l'exercice précédent?

«Le choix est laissé aux entreprises d'appliquer deux méthodes: le retraitement complet et le retraitement partiel, qui a une incidence sur la méthode de comparaison entre l'exercice 2017 et l'exercice 2018», expose Sonia Moulinier, associée chez KPMG.

Dans le cas du retraitement complet, la société publie ses chiffres pour l'exercice 2018 en intégrant la norme IFRS 15 et recalcule ses chiffres 2017 avec cette même norme pour proposer une comparaison fidèle.

Dans le cas du retraitement partiel, la société publie toujours ses chiffres pour l'exercice 2018 en intégrant la norme IFRS 15 et fait figurer en annexe les chiffres 2018 calculés selon l'ancienne méthode, rendant la comparaison possible entre les exercices 2017 et 2018 via «l'ancien calcul». La plupart des sociétés subissant un impact fort sur leur chiffre d'affaires avec l'application d'IFRS 15 ont choisi la méthode de retraitement complet, selon une étude réalisée par KPMG l'été dernier sur la base de résultats d'entreprises semestriels. De plus, la norme «va enrichir les informations détaillées dans les annexes» des résultats financiers, ajoute Sonia Moulinier, et préciser notamment «le carnet de commande des entreprises», très utile au marché.

De nouvelles normes cette année?

IFRS 9, qui modifie les règles d'évaluation du risque des actifs présents dans le bilan des établissements financiers ainsi que les méthodes de dépréciations de ces actifs, s'applique depuis le 1er janvier 2018 et devrait notamment se traduire par une hausse des provisions pour risques passées par les banques.

Enfin, la norme IFRS 16, entrée en vigueur au 1er janvier dernier, introduit l'obligation de porter au bilan tous les contrats de location dès lors que leur durée est au moins égale à un an. — (afp)

La cybercriminalité pourrait coûter 5000 milliards aux firmes

Pour obtenir une économie numérique solide et fiable, les entreprises doivent collaborer au sein de l'écosystème.

À l'échelle mondiale, les cyberattaques pourraient engendrer des coûts et des pertes de chiffre d'affaires avoisinant les 5,2 milliards de dollars aux entreprises au cours des cinq ans à venir. La dépendance vis-à-vis de modèles d'activité complexes liés à Internet dépasse la capacité à mettre en place des mesures de sécurité pour protéger les actifs critiques. C'est la conclusion d'une récente étude menée par le groupe de conseil et de technologie Accenture.

Dans le cadre de l'étude, 1711 dirigeants d'entreprises réalisant un chiffre d'affaires annuel d'au moins un milliard de dollars ont été interrogés dans 13 pays: l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, la France, l'Allemagne, l'Inde, l'Italie, le Japon, l'Espagne, la Suisse, le Royaume-Uni et les États-Unis.

Plus de la moitié des personnes interrogées pour l'étude (59%) ont déclaré que la cybersécurité devenait de plus en plus fragile sur Internet. Lorsque l'on compare les branches d'activité à l'échelle mondiale, les résultats de l'étude montrent que le secteur high-tech est le plus menacé avec 753 milliards de dollars de pertes potentielles, suivi des sciences de la vie et de l'industrie automobile qui risquent respectivement 642 et 505 milliards de dollars de pertes. «En matière de cybersécurité, la sophistication dont font preuve les cybercriminels leur permet de garder une longueur d'avance sur la plupart des entreprises. Cela se traduit par une perte de confiance dans l'économie numérique», explique Uwe Kissmann, directeur général d'Accenture Security en Europe. «Pour devenir résistants

aux cyberattaques, les entreprises doivent faire remonter l'expertise des responsables de la sécurité des systèmes d'information jusqu'à la direction et veiller à ce que la sécurité devienne une partie intégrante de tout nouveau projet.» L'étude montre également que trois quarts des participants (75%) estiment que les problématiques liées à la cybersécurité exigent de la coopération. Aucune entreprise n'est en mesure de relever seule ce défi. Compte tenu de la menace croissante de la cybercriminalité, plus de la moitié (56%) des dirigeants interrogés approuve des directives plus strictes, édictées par une instance supérieure ou une autorité de régulation.

Pour bâtir un avenir fondé sur une économie numérique solide et fiable, les dirigeants doivent collaborer au sein de l'écosystème, afin de

sécuriser efficacement l'intégralité de leurs chaînes de création de valeur, impliquant chaque partenaire fournisseur et client, indique Accenture.

En raison de leur forte interconnexion, la croissance rapide des nouvelles technologies représente un défi supplémentaire. Au niveau mondial, trois quarts (76%) des répondants font le constat que le contrôle de la cybersécurité leur échappe en raison de nouvelles technologies comme l'Internet des objets (IoT) ou l'Internet des objets industriels (IIoT).

La protection des consommateurs est elle aussi un enjeu majeur. Au niveau mondial, 76% des sondés pensent que l'identité en ligne des consommateurs n'est pas sûre si un trop grand nombre de leurs données personnelles sont disponibles sans restrictions. — (SG)

TRANSPORT AÉRIEN: Dubaï conserve sa première place pour les passagers internationaux

L'aéroport de Dubaï a conservé en 2018, pour la cinquième année consécutive, sa première place mondiale pour les passagers internationaux, même s'il n'a pas atteint son objectif de croissance, ont indiqué hier les Aéroports de Dubaï. Cette plaque tournante a été utilisée l'année dernière par 89,15 millions de passagers, en hausse d'un peu plus de 1% par rapport aux 88,2 millions en 2017. Bien qu'ils aient agité d'un nouveau record, ce chiffre n'atteint pas l'objectif de 90,3 millions de passagers fixés pour 2018. En 2017, le trafic avait augmenté de 4,6 millions de passagers, soit 5,5%. L'économie de Dubaï connaît un ralentissement dans les secteurs clés de l'immobilier et du tourisme. — (afp)

